

## Lettre ouverte des membres du bureau de Scènes d'enfance - ASSITEJ France



Le bureau de Scènes d'enfance - ASSITEJ France souhaite, dans cet entre-deux tours et une semaine avant notre rencontre annuelle à Avignon, vous partager les questionnements, inquiétudes, engagements et horizons de travail posés collectivement ce lundi 1<sup>er</sup> juillet.

Lors de notre séminaire du 19 juin pour reposer les missions de notre association, deux axes essentiels ont émergé clairement : la lutte et l'action politique, ainsi que l'ouverture à la société civile.

Nous devons ouvrir nos réflexions et nos actions aux autres filières de l'enfance et de la jeunesse, à l'éducation, au social, à la santé et au politique. Cette ouverture doit inclure ceux qui ne partagent pas nos convictions, inclure ceux qui ignorent ou ne comprennent pas nos missions ni nos métiers et inclure, surtout, la jeunesse.

Les enfants sont au cœur de nos préoccupations. Leur place dans nos réflexions, nos actions et dans notre société est une priorité constante. Cette question reste vitale pour notre avenir commun.

Nous, professionnelles de la création jeune public et de la médiation artistique, avons un rôle crucial à jouer dans le champ politique et social de la jeunesse. Notre connaissance du terrain, des enfants et des adolescent·es doit nous permettre d'impulser un retour aux fondamentaux de l'éducation populaire.

Réaffirmons notre engagement politique. Nous devons résister pour conserver nos acquis et les droits culturels de nos jeunes spectateur·rices, tout en construisant de nouvelles voies vers le progrès social. Cette résistance est un acte militant nécessaire. L'état de sidération que nous subissons aujourd'hui doit nous pousser à l'action.

La solidarité avec notre jeunesse est impérative. Nous ne délaisserons aucun enfant ou adolescent·e en raison des choix électoraux de leurs familles et des choix politiques de leurs dirigeant·es.

Toutefois, dans les mois à venir, nous allons devoir réfléchir sérieusement à notre position sur les partenariats avec les élu·es et collectivités du Rassemblement National, sur notre activité de service public et sur l'acceptation de subventions possiblement attribuées par l'extrême droite. Nous devons aujourd'hui regarder en face notre système public de la culture et en réinterroger les enjeux politiques et sociaux.

Le contexte qui s'annonce risque de mettre à mal notre créativité et notre capacité à dialoguer. Il s'agit pourtant là de nos plus grandes forces et nous devons les conserver. Cherchons collectivement les moyens de continuer à rêver, de continuer à créer des liens sensibles et solides dans les écoles, les collèges, les lycées et les familles. Remettons de la poésie dans nos discussions avec les enfants, même lorsque leurs parents ne partagent pas nos valeurs.

Réaffirmons la nécessité de nos métiers, réaffirmons tout ce qu'ils apportent de positif à la société, partout, tout le temps.

La solidarité avec les secteurs sociaux, éducatifs et associatifs est plus que jamais essentielle. Nous devons lutter et construire ensemble pour un avenir meilleur, plus juste et plus solidaire.

Paris, le 3 juillet 2024